



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,  
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,  
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 80

Présents : 59

Pouvoirs : 16

**CONSEIL DE TERRITOIRE**  
**SÉANCE DU 23 MAI 2017 À 20H**

**Délibération CT2017/05/23-02 – Instauration du régime indemnitaire de la filière technique**

**Rapporteur : Michel TEULET, Président**

**DATE DE CONVOCATION** : Mercredi 17 mai 2017

**PRÉSIDENCE** de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

**LIEU DE RÉUNION** : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

**PRÉSENTS** : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, CRANOLY Rolin, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

**ABSENTS/POUVOIRS** : Mmes, MM. BARRAUD Amélie (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), BENTAHAR Abdelkader, BOURICHA Fayçale (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), COPPI Katia (pouvoir à SARDA Patrick), DALLIER Philippe (pouvoir à GAUTHIER Christine), DELORMEAU Christine (pouvoir à JARDIN Anne), DEMUYNCK Christian (pouvoir à TEULET Michel), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), ISCACHE Martine (pouvoir à AUBRY Bénédicte), ITZKOVITCH Ivan, LEMOINE Xavier, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à PELISSIER André), MILOTI Donni (pouvoir à MANTEL Aurélie), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à BORDES Roselyne), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Richard, TORO Ludovic (pouvoir à BAILLY Dominique), VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame CALMEJANE Hélène

**Siège | Hôtel de Ville de Noisy-le-Grand - Place de la Libération - 93160 Noisy-le-Grand | [www.grandparisgrandest.fr](http://www.grandparisgrandest.fr)**

**Siège administratif | 4bis, allée Romain Rolland - 93390 Clichy-sous-Bois | Tél. 01 41 70 39 10 | E-mail: [contact@grandparisgrandest.fr](mailto:contact@grandparisgrandest.fr)**

## LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5,

**VU** la loi n°83-634 d 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88,

**VU** la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

**VU** le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

**VU** le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

**VU** le décret n°2003-799 du 25 août 2003 modifié relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

**VU** le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité.

**VU** le décret n°2010-1705 du 30 décembre 2010 relatif à l'indemnité de performance et de fonctions allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts,

**VU** l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009,

**VU** l'arrêté ministériel du 25 août 2003,

**VU** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002,

**VU** l'avis du Comité technique en date du 19 mai 2017,

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer le régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires territoriaux dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat,



Après en avoir délibéré,

- A l'unanimité

**DÉCIDE :**

**Article 1 :** d'instaurer pour les agents de l'EPT à compter du 1<sup>er</sup> juin 2017 les primes suivantes :

- **l'indemnité d'administration et de technicité IAT.**

Elle sera versée aux agents relevant de la filière technique pour les agents appartenant aux cadres d'emplois suivants : adjoint technique et agent de maîtrise.

Le montant moyen de l'IAT est calculé en appliquant un coefficient multiplicateur compris entre 0 et 8 à un montant de référence annuel. Le Président fixera et pourra moduler les attributions individuelles en fonction des critères suivants :

- selon la manière de servir de l'agent, son investissement et son assiduité,
- l'expérience professionnelle (traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualifications, des efforts de formations),
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité,
- aux agents assujettis à des sujétions particulières.

Le montant annuel est ainsi fixé par catégorie d'agents, il est indexé sur la valeur du point d'indice par arrêté. Les montants sont ainsi indexés sur la valeur du point et le suivront en cas d'évolution.

Grade	Au 1 <sup>er</sup> février 2017 montant annuel de référence* en euros
Adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Absence de référence annuelle conservation du montant indemnitaire antérieure*
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe (ancien adjoint de 1 <sup>ère</sup> classe reclassé dans le grade d'adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe)	475.31
Adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe (ancien adjoint de principal de 2 <sup>ème</sup> classe reclassé dans le grade d'adjoint technique principal de 2 <sup>ème</sup> classe)	469.89
Adjoint technique (adjoint de 2 <sup>ème</sup> classe reclassé dans le grade d'adjoint)	454.71
Agent de maîtrise	475.31

\*Pour les agents bénéficiant de l'IAT avant la restructuration de leur cadre d'emploi, le montant indemnitaire antérieur est maintenu à titre individuel.

**Les arrêtés ministériels qui déterminent les montants annuels de référence pour les corps d'Etat ne sont plus adaptés à l'échelonnement indiciaire de la catégorie C. Ces montants sont exprimés en attente de confirmation par arrêté ministériel.**

- **La prime de service et de rendement PSR**

L'indemnité est versée selon les modalités ci-après aux agents relevant des cadres d'emplois suivants : ingénieurs et techniciens territoriaux.

Le Président fixera et modulera les attributions individuelles en fonction des critères suivants :

- selon la manière de servir de l'agent, son investissement et son assiduité,
- l'expérience professionnelle (traduite par rapport à l'ancienneté, des niveaux de qualifications, des efforts de formation),
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement, défini par exemple dans le tableau des emplois de la collectivité,

- aux agents assujettis à des sujétions particulières.

Le coefficient de modulation individuelle est fixé entre 0 et 2.

Les taux de base maximaux applicables aux fonctionnaires territoriaux sont donc les suivants :

- ingénieur principal : 2 817 euros
- ingénieur : 1 659 euros
- technicien principal de 1ère classe : 1 400 euros
- technicien principal de 2ème classe : 1 330 euros
- technicien : 1 010 euros

#### - L'indemnité spécifique de service

L'indemnité est versée aux agents relevant des grades fixés dans le tableau ci-dessous, dans les conditions définies ci-après et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat.

Grade	Taux de base du grade**	Coeff. du grade *	Taux moyen annuel* (taux de base x coefficient du grade)	Coefficient départemental	Montant annuel moyen affecté du coefficient	Coefficient de modulation individuelle maximum du grade
Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon ayant au moins 5 ans d'ancienneté dans le grade	361.90	51	18456.9	1.10	20302.59	1.225
Ingénieur principal à partir du 6 <sup>ème</sup> échelon n'ayant pas 5 ans d'ancienneté dans le grade	361.90	43	15561.7	1.10	17117.87	1.225
Ingénieur principal jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon	361.90	43	15561.7	1.10	17117.87	1.225
Ingénieur à partir du 7 <sup>ème</sup> échelon	361.90	33	11942.7	1.10	13136.97	1.15
Ingénieur jusqu'au 6 <sup>ème</sup> échelon	361.90	28	10133.2	1.10	11146.52	1.15
Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe	361.90	18	6514.2	1.10	7165.62	1.10
Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe	361.90	16	5709.04	1.10	6369.44	1.10
Technicien	361.90	12	4342.8	1.10	4777.08	1.10

\* Coefficients par grade modifiés par le décret n° 2012-1494 du 27/12/2012

\*\* Montants en vigueur à la date de la délibération. Ces montants sont susceptibles d'être revalorisés par un texte réglementaire.

Le Président procédera aux attributions individuelles dans le respect :

- des coefficients du grade,
- du montant maximal susceptible d'être attribué à un agent,



- selon les critères définis ci-après :
  - Le niveau de responsabilité
  - Le niveau d'expertise de l'agent
  - Le niveau de technicité de l'agent
  - Les sujétions spéciales
  - L'expérience de l'agent
  - La qualification détenue
  - L'investissement et l'assiduité

- **L'indemnité de performance et de fonctions**

L'indemnité de performance et de fonctions (IPF) est instituée au bénéfice des agents du cadre d'emplois des ingénieurs en chef.

L'indemnité de performance et de fonctions est constituée de deux parts :

- part liée à la performance : résultats de la procédure d'évaluation individuelle et de la manière de servir,
- part liée aux fonctions : responsabilités, niveau d'expertise et sujétions spéciales liées aux fonctions exercées.

Les montants de référence de l'IPF

Les montants de référence des parts fixe et variable de l'IPF sont fixés par arrêté ministériel.

Pour la détermination des montants afférents aux deux parts de l'IPF, les collectivités et établissements publics territoriaux ne doivent pas dépasser le plafond global (part fixe et part variable) applicable au corps de l'Etat concerné.

grade	Montants de référence annuels de l'IPF		Plafond annuel global
	Part liée aux fonctions	Part liée A la performance	
Ingénieur en chef hors classe	3 800€	6 000€	58 800€
Ingénieur en chef	4 200€	4 200€	50 400 €

La réglementation prévoit des coefficients de modulation individuelle :

parts	Coefficients individuels
Part liée aux fonctions	De 1 à 6*
Part liée à la performance	De 0 à 6

\* La part fonctionnelle est réduite de moitié pour les agents logés pour nécessité absolue de service

Le Président fixera, par arrêté, les montants individuels des parts « fonctions » et « performance ». Il tiendra compte pour la part fonctions des critères suivants :

- Le niveau de responsabilité
- Le niveau d'expertise de l'agent
- Le niveau de technicité de l'agent
- Les sujétions spéciales
- L'expérience de l'agent
- La qualification détenue

Et, pour la part performance, de la manière de servir de l'agent, son investissement et son assiduité.

**Article 1 : Bénéficiaires**

Bénéficient du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel

**Article 2 : Modalités de versement**

Ces primes sont versées mensuellement. Leur montant est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire, notamment pour les agents à temps partiel et à temps non complet.

**Article 3 : Sort des primes en cas d'absence**

Les primes définies ci-dessus suivront le sort du traitement en cas de maladie ordinaire, en cas de congé pour accident de service, de trajet ou maladie professionnelle, le congé pour maternité ou pour adoption et le congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

En congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie ou temps partiel thérapeutique, ces primes sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement.

**Article 4 : Maintien à titre personnel**

Le montant mensuel ou annuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures est maintenu, à titre individuel, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place de ce régime indemnitaire.

**DÉCIDE** d'autoriser le Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des différentes primes dans le respect des principes définis ci-dessus.

**DIT** que la dépense est prévue au budget principal et au budget assainissement.

*Ainsi fait et délibéré en séance, le 23/05/2017.*

Le Président,



Michel TEULET

Le Directeur général des services,  
par délégation du Président,  
certifie le caractère exécutoire du présent  
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le **29 MAI 2017**  
Le Directeur général des services,  
Guillaume Clédière

